


fonctions de secrétaire général du Parti. Dans un élan désespéré, le chef du Parti de Biélorussie en a appelé au Parlement en rébellion croissante pour qu'il proclame l'indépendance, ce qui présenterait l'avantage de délier le sort du Parti biélorusse de celui du PCUS, de plus en plus menacé par la tournure radicale prise par les événements à Moscou. Les députés anti-communistes ont saisi l'occasion et, après avoir posé certaines conditions, ils ont offert d'appuyer la proposition.

IL SE PEUT QUE LA DIRECTION DU PARTI AIT REMPORTÉ une victoire à la Pyrrhus, car ses activités n'en ont pas moins été suspendues le temps d'une enquête et ses biens ont été saisis. La politique avait vraiment formé de drôles de paires, et il se peut encore que le pari pris par le Parti en jouant la carte de l'indépendance se retourne contre lui. La déclaration d'indépendance représentait un compromis ambigu entre l'establishment du Parti et les forces réformatrices. Pour se protéger, les forces anticommunistes ont transformé la tentative de dernière heure de la vieille structure du Parti en un instrument qui ferait lâcher prise au gouvernement central. Cependant, la vraie indépendance ne semble pas pour tout de suite et la lutte pour la démocratie en est encore à ses prémices dans la république. Le fait que cette dernière dépend de fournisseurs et d'acheteurs dans le reste de l'ancienne URSS a contribué à aiguillonner le mécontentement économique, mais en même temps, la région est liée à d'autres régions. En outre, avec le fardeau perpétuel du nettoyage de Tchernobyl, une véritable indépendance serait chère payée. La déclaration d'indépendance marque un changement de théâtre pour la bataille politique, mais elle n'en garantit pas l'issue.

La culture politique traditionnelle, les nettes injustices du stalinisme, les besoins économiques et les tours plus particuliers pris par les événements donnent une configuration différente d'une république à l'autre. En Géorgie, une autre tendance se manifeste déjà. Plus tôt cette année, porté par de forts sentiments nationalistes et anti-communistes, l'ancien dissident Zviad Gamsakhurdia a été élu avec 87 p. 100 des suffrages populaires. Toutefois, les mesures qu'il a prises par la suite donnent à penser qu'il dévie gravement du processus démocratique. En avril 1991, 99 p. 100 de la population se serait prononcée en faveur de l'indépendance nationale, mais des pressions ont été exercées sur les électeurs. En effet, dans les régions où la majorité a voté contre l'indépendance, on a menacé les habitants de leur refuser la citoyenneté géorgienne ou des droits de propriété. L'attitude équivoque de Gamsakhurdia pendant le coup d'État puis la répression qu'il a organisée contre l'opposition après son échec ont déclenché des manifestations où l'on réclamait sa démission. Des heurts violents ont opposé le gouvernement et ses détracteurs dans les rues de la

capitale, Tbilissi. L'étouffement parfois violent de demandes d'autonomie émanant de minorités nationales (des Ossètes du Sud, par exemple) vivant en Géorgie a été particulièrement pernicieux.

Une révolution nationale profonde a eu lieu en Géorgie, mais la révolution sociale n'a pas encore confié le pouvoir à un régime démocratique tenu de rendre des comptes à l'électorat. Gamsakhurdia et son entourage ont rejeté le modèle communiste et ses institutions, mais l'absence de traditions démocratiques indigènes et la domination à court terme, pour le moins, de la variante «exclusive» du nationalisme ont provoqué au lendemain du coup d'État avorté des violences politiques, une polarisation et un personnalisation extrême du pouvoir.



Le nationalisme
«exclusif» ...
peut facilement
empoisonner le
terrain sur lequel
les nouvelles
institutions
démocratiques
sont édifiées.

L'UKRAINE CONSTITUE SANS doute le cas le plus difficile pour les décideurs occidentaux. Avec plus de 50 millions d'habitants et un territoire riche en agriculture et en industries, l'Ukraine est, avec la Russie, la charnière de l'ancienne URSS. De son sort dépendra en partie celui de ses voisins. Il y a dans la république un fort élan démocratique. Quand le parlement ukrainien a proclamé l'indépendance le 24 août 1991, il a été décidé qu'un référendum aurait lieu le 1^{er} décembre à ce sujet,

parallèlement à une élection présidentielle. (Les résultats de ces consultations n'étaient pas connus à l'heure où le présent article a été mis sous presse.)

L'interprétation des résultats dépend d'une évaluation soigneuse de la procédure électorale elle-même. La question soumise à référendum était-elle formulée de façon ambiguë ? A-t-on respecté le vote à bulletin secret ? Toutes les parties ont-elles pu s'exprimer avant le vote ? La présidence était-elle contestée ? Dans quelle mesure le candidat favori (le président avant l'élection, M. Leonid Kravchuk) a-t-il pu influencer sur le vote par ses vieilles relations au sein du Parti ?

Si l'indépendance est votée à une majorité écrasante en Crimée et dans la partie orientale très russifiée de l'Ukraine, ainsi que dans la partie occidentale de cette dernière, on en déduira qu'il existe un consensus national solide sur la question. En revanche, si l'on note des différences régionales substantielles, cela pourrait signifier qu'une Ukraine indépendante sera sans doute confrontée à des tensions croissantes dans des régions où les Russes et autres minorités sont assez nombreux. En cas de succès du référendum sur l'indépendance, les dirigeants de la république verront peut-être une coopération économique avec d'autres parties de l'ancienne URSS d'un oeil plus conciliant. À l'inverse, ils pourraient y trouver la légitimité d'une résistance accrue à tout compromis sur l'autonomie économique de l'Ukraine. Or, une résistance soutenue à une union économique existant avec d'autres parties

de l'ancienne URSS contribuerait probablement à aggraver la désorganisation économique dont souffre la région entière.

Les gouvernements occidentaux devraient se méfier des réponses rapides ou toutes faites tandis qu'ils se fraient un chemin dans les dédales de la guerre des souverainetés qui sévit actuellement dans l'ancienne URSS. Il faut examiner soigneusement les revendications historiques, passer au crible les processus électoraux et référendaires, et vérifier les cartes de visite de soi-disant porte-parole nationaux. En outre, il faut aussi évaluer les conséquences pratiques du soutien apporté à des revendications indépendantistes. Le gouvernement soviétique, aussi douteuse que soit son assise morale ou légale, a, depuis la Seconde Guerre mondiale, maintenu une sorte de paix internationale sur ces terrains rongés par les conflits que sont l'Europe centrale et d'Asie. Il faut maintenant payer les coûts de cette «pax sovietica». Non seulement la «paix» était imposée par la force (une ineptie peut-être), mais en plus, en étouffant des griefs. Or, lorsqu'on étouffe des griefs, ce sont les préjugés et les stéréotypes qui supplantent dialogue et compréhension. L'identité risque de se définir en termes d'opposition à l'autre, plutôt qu'en fonction d'une connaissance de soi. Ces confusions ont un prix une fois les carcans secoués.

LES VANNES DES TROUBLES RÉGIONAUX ONT ÉTÉ grandes ouvertes par l'effondrement final du pouvoir communiste. La guerre des souverainetés alimente déjà le brasier des violences régionales au Nagorny-Karabakh et ailleurs. De plus, le chômage et la course aux ressources peu abondantes dans les différentes régions ont déjà causé de violents affrontements dans plusieurs endroits en Asie centrale. Cependant, des problèmes encore plus graves menacent d'éclater si les États émergents ne trouvent pas un *modus vivendi*. Des déplacements de population massifs, l'apparition de nouvelles dictatures régionales, des querelles frontalières et des accrochages au sein de populations mélangées, une détérioration aggravée du bien-être économique, des ethnies servant de boucs émissaires et des conflits armés régionaux sont autant de conséquences possibles si l'on ne trouve pas de terrain d'entente.

Il est donc indispensable d'étudier soigneusement chaque revendication d'indépendance. Dans l'ancienne URSS, on manque de tout, y compris de temps. Au cours des tout derniers mois, l'histoire s'est emballée. En conséquence, il faut faire face simultanément à de nombreuses crises. Or, dans certaines des anciennes républiques, les dirigeants ne sont nullement rompus aux rouages des négociations, des marchandages et des compromis. Chaque groupe de population est confronté à une crise d'identité qui sera longue à apaiser.

Le savoir-faire de la collectivité internationale en matière de règlement pacifique des différends constitue sans doute un cadeau bien plus vital que la fameuse reconnaissance diplomatique. Une nouvelle accélération de l'indépendance risquerait, dans certains cas, de faire dérailler le train de la démocratisation, des réformes économiques, d'une véritable autodétermination nationale et d'une paix authentique et durable. □